

Canadair Limitée—Loi

[Français]

M. Langdon: Madame la Présidente, c'est une parole très intéressante. C'est aussi une parole qui a manqué. Il a écouté ce que j'ai dit mais oublié toutes les choses importantes que j'ai dites. Par exemple, ce que je dois faire c'est qu'il est nécessaire que tous les gens de ce pays reçoivent un bon prix pour cette société. C'est une société que tous les Canadiens, les Canadiens de ma circonscription, les Canadiens du Québec, les Canadiens de l'Ouest ont donné beaucoup d'argent et maintenant nous avons découvert un gouvernement qui a décidé de donner cette société comme cadeau de Noël. Moi, je pense que ce n'est pas quelque chose que les Québécois veulent et ce n'est pas quelque chose que tout Canadien veut avoir.

La deuxième chose que je dois faire, c'est que c'est nécessaire d'avoir dans notre pays une industrie aérospatiale qui peut vendre ses produits dans tout le monde. Il est nécessaire d'avoir une société aérospatiale avec la technologie pour faire cela. Il y a deux possibilités pour faire cela. On peut donner des cadeaux de Noël, c'est une possibilité. Mais l'autre possibilité, c'est de créer une société avec les deux sociétés de Haviland et Canadair, une société qui peut faire un chef avec toutes ces questions de technologie qui sont si importantes dans l'industrie aérospatiale. Pour nous, c'est la chose la plus importante. Pour moi, je pense qu'il y a plus d'emplois avec cette possibilité. Si ce député pense...

• (1650)

[Traduction]

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député sait que d'autres de ses collègues ont demandé à poser des questions. Il voudra peut-être y répondre. Je donne la parole au député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour).

M. Kilgour: Madame la Présidente, le député peut-il nous dire lesquelles parmi les 434 sociétés d'État fédérales, s'il en est, son parti envisagerait de privatiser au cas où ce dernier devait un jour être porté au pouvoir?

M. Langdon: Madame la Présidente, nous éviterions d'adopter une point de vue idéologique pour cette question, au contraire du gouvernement.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: Quand le gouvernement est arrivé au pouvoir, il n'avait qu'une idée en tête: vendre les sociétés pour le plaisir de les vendre. Nous prendrons le pouvoir, bientôt, j'espère, pour remettre l'économie sur pied...

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: ... instaurer l'égalité régionale et établir une base industrielle dans tout le pays. Les sociétés d'État peuvent aider à réaliser cet objectif. Nous constaterons peut-être que d'autres ne seront d'aucune utilité...

M. Clark (Yellowhead): Lesquelles?

M. Langdon: ... et nous nous en déferons volontiers. Ce ne serait cependant pas notre préoccupation. Nous chercherons avant tout, comme tous les députés à la Chambre devraient le faire, à bâtir l'économie.

M. Lewis: Madame la Présidente, j'ai une brève question sur l'édification de l'économie nationale. Nous nous demandons, dans notre caucus, s'il est vrai que le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) se fait conduire à son bureau à bord d'une Honda, voiture de fabrication étrangère, pour ne pas embarrasser son collègue le député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy), qui vient travailler en Mazda RX-7. Ces deux marques d'automobile sont construites à l'étranger. Le député nous dirait-il si c'est une bonne façon de soutenir notre économie nationale?

M. Kilgour: Vous rougissez, Steve!

M. Langdon: Madame la Présidente, le député est tombé bien bas, je dois dire, pour poser pareille question.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: Ce n'est pas ma voiture. Elle ne m'appartient aucunement. Elle appartient à quelqu'un qui me conduit à mon bureau.

Si les députés veulent voir mes voitures, je leur montrerai une Comet de 1976 et une Mustang de 1983.

M. Cassidy: Et l'auto de Jepson? Combien de conservateurs ont des voitures étrangères? Faisons le relevé.

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Clark (Yellowhead): Vous êtes député et propriétaire de deux voitures?

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Cassidy: J'invoque le Règlement, madame la Présidente. Ma Ford Mercury est dans le stationnement. Madame la Présidente, donneriez-vous l'ordre aux whips des trois partis, et notamment à celui du parti ministériel, de préparer officiellement à l'intention de la Chambre un relevé de toutes les voitures de marque étrangère que conduisent des conservateurs pour venir à la Chambre des communes ou aller ailleurs?

M. Fennell: Bonne idée.

M. Thacker: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Les députés du Nouveau parti démocratique ne semblent pas prêcher l'exemple aux travailleurs qu'ils représentent en conduisant des voitures étrangères.

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés devraient savoir qu'il ne s'agit ni d'un rappel au Règlement, ni d'une intervention dans le cadre du débat.